



# NOTRE SANTÉ N'EST PAS

À VENDRE

Depuis l'an 2000, la santé a été sacrifiée en France. Les lois se suivent et se ressemblent :

- 👎 **loi Bachelot** de 2009 imposant la tarification à l'activité
- 👎 **loi Touraine** de 2015 mettant en place les *Groupements hospitaliers de territoires* (GHT) et accélérant la fermeture des hôpitaux de proximité

- 👎 **loi Buzyn** aujourd'hui avec les méthodes habituelles du gouvernement : intégration poussée des GHT, négociation avec les médecins de ville pour installer des « assistants médicaux »... en échange d'une productivité poussée des consultations médicales... Le projet de loi va jusqu'à permettre à des médecins libéraux d'exercer à l'hôpital public. C'est l'abandon de la notion de service public !

*Tous concerné.e.s*



**L'HÔPITAL PUBLIC**  
*Notre bien commun*

**Résultat, depuis quinze ans, la santé, et plus encore l'hôpital public, est vue comme une entreprise qui doit être « rentable », aussi absurde que ce soit.**

**LE BILAN  
D'AGNÈS  
BUZYN**  
depuis  
deux ans  
est  
catastrophique

1. Les lois Bachelot et Touraine n'ont pas été abrogées
2. Véritable saignée dans les effectifs des hôpitaux
3. Elle est revenue sur la généralisation du tiers payant
4. Malgré des annonces tous les quatre matins, rien n'est mis en place pour lutter contre la désertification médicale...

L'austérité à l'hôpital est directement issue de traités (Constitution européenne, TSCG...), qui instaurent la mise en concurrence entre toutes et tous tout le temps. Nous devons changer de logique et, par exemple, mener la bataille pour la redirection des missions de la BCE vers des projets de développement des services publics et de redéfinition d'un modèle de développement industriel et écologique.

Nous pouvons reprendre  
le pouvoir sur notre santé !

Patient·e·s, usager·e·s,  
personnel soignant,  
ensemble nous pouvons  
faire entendre :

**NOTRE SANTÉ  
N'EST PAS À VENDRE.**



**Alain Bruneel, député  
communiste, vise le million de  
signataires pour sa pétition de  
défense des hôpitaux.**

Le site [www.urgencesante.org](http://www.urgencesante.org)  
est chargé de recueillir la signature  
des citoyens demandant la saisie du  
Parlement afin d'exiger l'**arrêt des fermetures  
de lits dans les hôpitaux.**

La barre du million est stratégique : Macron  
a annoncé que si une pétition atteignait le  
million de signatures, on pouvait l'utiliser  
pour en faire une proposition de loi. Occasion  
de lui montrer que dans le domaine de la  
santé comme dans d'autres les lois que nous  
voulons sont diamétralement opposées à  
celles qu'il impose généralement.

Pour nous, conditions de travail des  
soignant·e·s  
et prise en charge des patient·e·s sont liées.  
Pour cela, **NOUS PROPOSONS :**

- ★ Former au moins 12 000 médecins par an
- ★ Déterminer démocratiquement les besoins (et non par l'arbitraire des ARS)
- ★ Engager une concertation sérieuse sur le contenu des études et modes d'évaluation
- ★ Moratoire sur les fermetures d'hôpitaux et de services
- ★ Création de centres de santé
- ★ Création d'un pôle public du médicament
- ★ Élaboration d'une loi cadre de refondation d'une psychiatrie humaine...



**JE REJOINS LE**



**PCF**  
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

E-MAIL

TÉL

**PCF**

2, place du Colonel Fabien  
Paris 19  Colonel Fabien

 01 40 40 12 12  

[pcf@pcf.fr](mailto:pcf@pcf.fr)  
[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)